

ARRET DE LA COUR DE CASSATION

Société Eurodif c. République islamique d'Iran

Cour de cassation
Chambre civile 1
Audience publique du 14 mars 1984

Cassation

N° de pourvoi : 82-12462
Publié au bulletin

Pdt. M. Joubrel
Rapp. M. Fabre
Av.gén. M. Gulphe
Av. Demandeur : SCP Lyon-Caen, Fabiani, Liard
Av. Défendeur : SCP Boré, Xavier

République française
Au nom du peuple français

Sur le premier moyen, pris en sa première branche :

Vu les principes de droit international privé régissant les immunités des Etats étrangers ;

Attendu que l'immunité d'exécution dont jouit l'Etat étranger est de principe ;

Que, toutefois, elle peut être exceptionnellement écartée ;

Qu'il en est ainsi lorsque le bien saisi a été affecté à l'activité économique ou commerciale relevant du droit privé qui donne lieu à la demande en justice ;

Attendu qu'en exécution d'accords internationaux intervenus le 27 juin 1974 et le 23 décembre de la même année entre le gouvernement impérial de l'Iran et le gouvernement français en vue d'une large coopération « scientifique, technique et industrielle » entre les deux pays, l'Etat iranien a consenti, par un contrat du 23 février 1975, un prêt d'un milliard de dollars au Commissariat à l'Energie Atomique (c e a), prêt dont le remboursement était garanti par l'Etat français, tandis que, par une convention du même jour, le C.E.A et l'Organisation de l'Energie Atomique de l'Iran (OEAI), établissement public iranien (auquel a été substituée par la suite l'Organisation pour les Investissements et les Aides Economiques et Techniques de l'Iran (OIAETI), simple département de l'Etat iranien) ont signé un « accord de participation » en matière de production d'uranium enrichi à des fins pacifiques qui précisait les modalités de constitution d'une nouvelle société de droit français dénommée société franco-iranien d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse (SOFIDIF) à laquelle devait être transférée une partie des actions de la société Eurodif.

Que les deux contrats du 23 février 1975 contenaient une clause d'arbitrage faisant référence au règlement de la cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) ;

Qu'en 1977, la totalité du prêt avait été versée mais qu'en juin 1979, le nouveau gouvernement iranien, qui avait depuis quelques mois cessé de notifier ses commandes de service d'uranium enrichi et suspendu le paiement de ses avances d'actionnaire et des acomptes qu'il devait en qualité de client, a fait connaître sa décision d'abandonner son programme nucléaire et de cesser d'acquérir de l'uranium enrichi ;

Qu'invoquant le grave préjudice que leur causait cette brusque rupture des contrats en cours d'exécution, les sociétés EURODIF et SOFIDIF ont déclenché la procédure arbitrale et, pour préserver leurs droits, ont présenté requête au président du tribunal de commerce de Paris aux fins de saisie conservatoire des sommes détenues par le CEA, en sa qualité d'emprunteur, et par l'Etat français, en sa qualité de garant, à la suite du prêt consenti par l'Etat iranien le 23 février 1975 ;

Attendu que, pour rétracter l'ordonnance du 24 octobre 1979 par laquelle le premier juge avait accueilli la requête et donner mainlevée de la saisie conservatoire pratiquée en vertu de cette ordonnance, l'arrêt attaqué énonce que « s'il est constant que la somme de un milliard de dollars versée au CEA était destinée à financer la construction de l'usine de Tricastin et a effectivement été utilisée à cette fin, les fonds dont le CEA et l'Etat français sont désormais débiteurs envers l'Etat iranien feront retour à celui-ci sans être grevés d'aucune affectation et que le gouvernement iranien décidera souverainement de leur utilisation dans l'exercice de ses compétences internes ;

Que sa créance porte donc sur des fonds publics et bénéficie en principe de l'immunité d'exécution ;

Qu'il est dès lors sans intérêt de rechercher si les opérations de production et de distribution d'uranium enrichi auxquelles l'Etat iranien s'était engagé à participer présentaient un caractère commercial les soumettant au seul droit privé ;

Attendu qu'en statuant ainsi alors que l'arrêt attaqué avait relevé que la créance saisie était celle que l'Etat iranien possédait sur le CEA et l'Etat français par l'effet du contrat de prêt consenti le 23 février 1975 et qu'il en résultait que cette créance avait pour origine les fonds mêmes qui avaient été affectés à la réalisation du programme franco-iranien de production et de distribution d'énergie nucléaire, dont la rupture par la partie iranienne donnait lieu à la demande, la cour d'appel, à laquelle il appartenait donc de rechercher la nature de cette activité pour trancher la question de l'immunité d'exécution, n'a pas donné de base légale à sa décision ;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur la seconde branche du premier moyen ni sur le second moyen : casse et annule l'arrêt rendu le 21 avril 1982, entre les parties, par la cour d'appel de Paris ;

Remet, en conséquence, la cause et les parties au même et semblable état ou elles étaient avant ledit arrêt et, pour en être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Versailles, à ce désignée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Publication : Bulletin, 1984, I, n° 98

Jurisqueleur périodique 1984 n° 20205, concl. de M. l'Avocat Général Gulphe et note H.Synvet, *Dalloz*, 20 décembre 1984, n° 43, p. 629, rapport de M. le Conseiller Fabre, note J. Robert.

Décision attaquée : Cour d'appel de Paris, Chambre 1 A, 1982-04-21